

Interview accordée par François Mitterrand à Antenne 2: extraits sur l'UEM (11 décembre 1991)

Légende: Le 11 décembre 1991, lors d'un entretien télévisé accordé à la chaîne publique française Antenne 2, François Mitterrand, président de la République française, évoque la réalisation d'une monnaie unique européenne en soulignant ses différents avantages.

Source: Interview accordée par M. François Mitterrand, président de la République à Antenne 2 (Paris, le 11 décembre 1991). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [01.09.2005]. Disponible sur <http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=46&K=998883333&W=AUTEUR+PH+IS+%27mitterrand%27+AND+TEXTE+PH+WORDS+%27monnaie%27+ORDER+BY+DATE/Descend>.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_accordee_par_francois_mitterrand_a_antenne_2_extraits_sur_l_uem_11_decembre_1991-fr-dd4cdc58-0e93-4cce-accd-36d27831f36b.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

Interview accordée par M. François Mitterrand, président de la République à Antenne 2 (Paris, le 11 décembre 1991)

[...]

QUESTION: Passons maintenant à ce qui intéresse le plus je crois, M. Le Président, les téléspectateurs à savoir les retombées concrètes du sommet de Maastricht.

On va commencer par la monnaie. Quels sont, pour les Français, les avantages d'une monnaie unique à l'horizon 99 puisque ce sera le 1er janvier 1999, date butoir, il faut le rappeler?

LE PRESIDENT.- Cette date n'était pas prévue. Je l'ai demandée dès l'ouverture de la Conférence, c'est-à-dire avant hier matin. Le relais a été assuré par Pierre BEREGOVY dans le cénacle des ministres des Finances et il a "enlevé le morceau". Maintenant, c'est une chose absolument certaine puisqu'on a écrit dans le texte du traité "irréversible" à la demande allemande. Le 1er janvier 1999, il y aura une monnaie unique qui s'appellera l'Ecu, qui s'appelle déjà l'Ecu mais qui n'est pas unique.

QUESTION: Le franc disparaît, le mark disparaît aussi.

LE PRESIDENT.- Toutes les monnaies nationales s'effacent devant l'Ecu. Quand vous irez faire votre marché ou quand vous voudrez prendre un train, eh bien vous paierez avec l'Ecu.

QUESTION: Alors quels avantages?

LE PRESIDENT.- C'est vrai aussi pour le mark. L'Allemand paiera avec l'Ecu. Et puis tous les autres aussi y compris ceux qui étaient les plus récalcitrants. L'avantage c'est que lorsque l'on est uni -pardonnez-moi de vous dire cette évidence première- on est plus fort. Avec une monnaie unique, nous dotons l'Europe d'un instrument qui lui permettra, non seulement par ce moyen mais par d'autres encore, (c'est toute la raison de notre dialogue ce soir et de nos débats de Maastricht) de s'affirmer comme la première puissance au monde. Je ne dis pas que nous ayons des intentions dominatrices, mais enfin première puissance commerciale, (c'est déjà pratiquement le cas), première puissance industrielle, première puissance pour la recherche, première puissance qui offrira aux jeunes des possibilités d'avoir du travail, un métier. Déjà les étudiants vont d'une université à l'autre, pratiquent des langues diverses. Sur tous les marchés nous serons au moins aussi fort ensemble que le sont aujourd'hui les Américains et les Japonais.

QUESTION: L'existence d'une monnaie unique, on le rappelait tout l'heure, exige une discipline de la part de tous les pays, est-ce que finalement cela n'aboutira pas à la disparition des politiques économiques nationales? Un Etat aura-t-il la possibilité d'avoir une politique économique différente de ses voisins?

LE PRESIDENT.- Si. Simplement, il y a des critères. On ne pourra pas faire n'importe quoi. De même qu'aujourd'hui déjà nos monnaies sont liées dans le système monétaire européen, avec un taux de variation limité.

On ne peut pas déroger à la loi commune. On peut un peu, on ne peut pas trop, sans quoi on déséquilibrerait tout le système. Je me permets de vous dire que la France aborde cette étape dans de bonnes conditions. Je vais citer deux exemples: d'abord dans ce système européen, si on voulait y entrer non pas le 1er janvier 1999, (d'ailleurs il est spécifié qu'on pourrait faire cela plus tôt) mais tout de suite, il n'y aurait que deux pays qui en raison de leur situation interne, de la bonne marche de leur économie, pourraient y entrer. Le 11 décembre 1991, il n'y aurait que le Luxembourg et la France. Et lorsque l'on veut discuter de l'apport des Douze à la caisse commune, pour payer ceci ou payer cela, la situation de la France de ce côté-là est exposée. Pourquoi? Parce qu'il n'y a que deux pays qui fournissent les plus grosses contributions à la caisse commune, parce qu'ils ont la situation la plus prospère de la Communauté: c'est l'Allemagne et la France !

QUESTION: Le revers de cette médaille c'est que nous allons devoir payer pour les pays les moins avancés?

LE PRÉSIDENT.- Lorsqu'on demandera un effort pour aider les pays les plus pauvres à progresser pour pouvoir entrer dans ce système monétaire en 1999, la contribution de la France sera, avec celle de l'Allemagne, la plus importante. Peut-être beaucoup plus importante que celle de la Grande-Bretagne par exemple.

QUESTION: M. le Président, est-ce que vous n'avez pas peur que l'Europe se dilue, en quelque sorte, dans un véritable ensemble technocratique, une sorte de tour de Babel, dont le ressort serait l'argent et uniquement l'argent?

LE PRÉSIDENT.- Si l'âme de l'Europe c'est l'argent, c'est raté ! Mais j'ai le sentiment qu'il existe à travers tous ces pays beaucoup de citoyens qui sont portés par un idéal. Ils se rendent bien compte qu'il y a une grandiose construction commune désormais possible, au sein de laquelle chacun de nos pays grandira. Moi j'ai tout à fait confiance dans le génie créateur de la France. Il a servi à faire de notre pays ce qu'il est. Notre pays demeure, mais il pourra inspirer, dans beaucoup de domaines, une Europe, pour l'instant de 340 millions d'habitants, qui va aller très vite grandissant. C'est donc une très grande puissance qui vient de naître.